DV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
16-02-1990
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.496/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 23 novembre 1989, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la formation et au recrutement des magistrats", a donné le 19 janvier 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 november 1989 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de opleiding en de werving van magistraten", heeft op 19 januari 1990 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

La loi en projet n'a pas d'intitulé; celui que l'on trouve à la tête de l'exposé des motifs ne suffit pas.

Il est proposé que l'intitulé de la loi en projet et celui de son exposé des motifs soit rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats".

Dispositif.

Article 1er.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'ajouter : "... modifié par la loi du 30 juin 1976 ...".

Les textes français et néerlandais de l'alinéa 5 ne concordent pas ("siège" dans le texte français; "dienst" dans le texte néerlandais).

Article 2.

Il n'y a pas lieu de faire de la dernière phrase du texte français un alinéa distinct. Cette phrase serait mieux rédigée comme suit : "L'ordonnance du président est motivée et fait état des circonstances particulières qui justifient cette désignation".

Article 3.

Article 187, § 1er.

L'article 187, § 1er, en projet prévoit, comme condition de nomination, l'avis du comité visé à l'article 427ter. Cet avis est cité, sans nécessité, à plusieurs reprises dans différents articles du projet, puisque l'article 427ter, § 1er, prévoit l'intervention de ce comité et l'avis qu'il est appelé à donner pour toutes les nominations aux fonctions judiciaires.

Il y a d'autant plus lieu d'omettre les mots "sans l'avis du comité visé à l'article 427ter", que cet avis constitue non pas une condition de nomination, mais une formalité substantielle préalable à la nomination. Il suffit que l'article 187 soit mentionné dans l'article 427ter, § 1er, pour rendre ladite formalité applicable à la nomination d'un juge de paix.

Le paragraphe 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 187. § 1er. Pour pouvoir être nommé juge de paix ou juge au tribunal de police, titulaire ou de complément, le candidat doit être âgé de 40 ans accomplis, être docteur ou licencié en droit et avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427bis ou avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 427quater".

.../...

Article 187, § 2, alinéa 1er, 1°.

Au premier "soit" devenant 1°, les mots "des fonctions académiques ou scientifiques en droit" sont imprécis. Il faudrait préciser la nature des fonctions et le type d'établissement où les fonctions sont exercées.

Suivant le texte de l'article 187, § 2, en projet, les fonctions prises en considération doivent avoir été exercées en Belgique. Il y aurait lieu de préciser si l'intention du Gouvernement est bien d'exclure les candidats qui auraient exercé des fonctions dans une juridiction internationale ou dans une université étrangère ou qui auraient été inscrits au tableau d'un barreau étranger.

Si ce n'était pas son intention, les mots "en Belgique" devraient être omis.

Le paragraphe 2, alinéa 1er, de l'article 187 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le candidat doit, en outre, satisfaire à l'une des conditions suivantes :

1° ...

2° ...

3° ...".

Article 187, § 2, alinéa 1er.

Au deuxième "soit", devenant 2°, il y a lieu d'omettre les mots "en Belgique".

.../...

Ce qui, dans le 2°, constitue une incise, doit former un alinéa distinct, inséré après le 3° et serait mieux rédigé comme suit :

"La durée d'exercice des fonctions au Conseil d'Etat est prise en compte pour le calcul de la période de douze années prévue à l'alinéa 1er, 1°".

Article 187, § 2, alinéa 1er, 3°.

Les mots "en Belgique" appellent la même observation que celle faite au sujet de l'article 187, § 2, alinéa 1er, 1°.

Les termes utilisés sont particulièrement imprécis. On n'aperçoit pas en quoi peuvent consister des fonctions juridiques exercées dans un service public ou privé. L'article étend ainsi la possibilité d'être nommé à des fonctions judiciaires à des personnes dont l'expérience ne les prépare pas nécessairement à l'exercice de ces fonctions (1) et alors que ces fonctions, quant à leur durée, sont complètement assimilées à celles définies au 1°.

Compte tenu du souci des auteurs du projet d'améliorer le recrutement des magistrats, il paraît inapproprié de prendre en considération des fonctions juridiques exercées dans n'importe quel service public ou privé.

.../...

(1) Comme le faisait d'ailleurs observer le groupe de travail institué par le ministre de la justice chargé de faire rapport sur la formation et le recrutement des magistrats, les termes "fonctions juridiques" sont très vagues et ne permettent pas de déterminer exactement les fonctions exercées et de savoir si celles-ci constituent une préparation aux fonctions judiciaires (rapport 1976, p. 109).

Article 187, § 2, alinéas 2 et 3.

La matière réglée par les alinéas 2 et 3 serait mieux à sa place sous l'article 427bis.

L'alinéa 3 fera l'objet d'une des observations générales formulées au sujet des articles 427bis à 427quater.

Ces deux observations s'appliquent aux alinéas 2 et 3 des articles 189 et 190, ainsi qu'au paragraphe 2 de l'article 208 en projet.

Article 4.

Article 188.

L'article 188 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 188. Pour pouvoir être nommé juge de paix suppléant, le candidat doit ...".

Les termes "sans l'avis du comité visé à l'article 427ter", "en Belgique" et "des fonctions académiques ou scientifiques en droit" appellent les mêmes observations que celles qui ont été faites sous l'article 187 en projet.

Article 5.

Article 189, § 1er.

L'avis du comité visé à l'article 427ter, préalable à une nomination aux fonctions de président du tribunal de première instance ou de vice-président du tribunal

.../...

de première instance est incompatible avec l'article 99, alinéa 2, de la Constitution en tant que cet article prévoit pour les président et vice-président une présentation à la fois par la cour d'appel et par le conseil provincial. Il faut considérer que le Constituant a, de manière limitative, énoncé les formalités préalables à de telles nominations.

L'intervention du comité doit, dès lors, être exclue lorsqu'il s'agit de ces nominations et le visa de l'article 189 dans l'article 427ter, § 1er, doit être omis.

En conséquence, il y a lieu de grouper dans des dispositions distinctes les conditions d'accès aux fonctions de président et de vice-président du tribunal de première instance et celles concernant l'accès aux fonctions de président et de vice-président du tribunal du travail ou du tribunal de commerce.

Article 189, § 3.

Les termes "en Belgique", "des fonctions académiques ou scientifiques en droit" et "des fonctions juridiques dans un service public ou privé", appellent la même observation que celle qui a été faite sous l'article 187 en projet.

Pour le surplus, il y aurait lieu de prévoir des dispositions transitoires pour l'article 189 ainsi que pour les articles relatifs, notamment, aux fonctions de promotion (voyez ci-dessous, la dernière observation générale formulée au sujet de l'article 18 du projet).

.../...

L'article 189 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 189. § 1er. Pour pouvoir être nommé président ou vice-président du tribunal de première instance, le candidat doit être docteur ou licencié en droit et avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 427quater ou avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427bis.

§ 2. Le candidat qui a accompli le stage judiciaire doit, en outre, ...

§ 3. Le candidat qui a réussi l'examen d'aptitude professionnelle doit en outre, ...".

Article 6.

L'article 190 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 190. Pour pouvoir être nommé président ou vice-président du tribunal du travail ou du tribunal de commerce, le candidat doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 189".

Il faut ajouter l'article 190 à l'énumération faite dans l'article 427ter. En effet, le comité d'avis compétent doit donner un avis sur la nomination des magistrats visés dans l'article 190 en projet.

.../...

Article 7.

Article 191.

Les termes "sans l'avis du comité visé à l'article 427ter" "en Belgique", "des fonctionnaires académiques ou scientifiques en droit", "des fonctions juridiques dans un service public ou privé", appellent la même observation que celle qui a été faite sous l'article 187 en projet. De même, l'assimilation de la durée d'exercice de fonctions, au Conseil d'Etat, aux années de fonctions visées au paragraphe 3, alinéa 1er, 1°, doit faire l'objet d'un alinéa distinct.

Dans le texte en projet, la condition d'expérience acquise par l'exercice de fonctions juridiques dans un service public ou privé pendant douze années suffit, alors que dans l'article 189, § 3, alinéa 1er, 1°, il est prévu que le candidat ne peut être nommé que s'il a, outre dix années de fonctions juridiques dans un service public ou privé, exercé pendant cinq années des fonctions judiciaires ou des fonctions au Conseil d'Etat, des fonctions académiques ou suivi le barreau. Une telle discordance quant à l'expérience professionnelle requise ne se justifie pas. Il faut revoir l'article 191, § 3, alinéa 1er, 1°.

La rédaction de l'article 191 doit s'inspirer de celle proposée pour les articles précédents, et spécialement de celle proposée pour l'article 189 en projet.

.../...

Article 8.

Article 192.

Les termes "sans l'avis du comité visé à l'article 427ter", "en Belgique", et "des fonctions académiques ou scientifiques en droit" appellent la même observation que celle qui a été faite sous l'article 187.

L'article 192 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 192. Pour pouvoir être nommé juge suppléant, le candidat doit ...".

Article 9.

Article 193.

Les termes "sans l'avis du comité visé à l'article 427ter" appellent la même observation que celle qui a été faite sous l'article 187.

L'article 193 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 193. § 1er. Pour pouvoir être nommé procureur du Roi ou auditeur du travail, le candidat doit être docteur ou licencié en droit, avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 427quater ou avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427bis et satisfaire aux conditions fixées par l'article 189, § 2 ou § 3.

Article 10.

Article 194.

Il est fait référence aux observations faites au sujet de l'article 191.

Dans le paragraphe 5, alinéa 1er, les mots "ou avoir exercé dans le domaine fiscal, les fonctions juridiques visées par le troisième paragraphe" appellent la même observation que celle qui a été formulée au sujet du paragraphe 3, alinéa 1er, de l'article 191. L'expérience acquise en exerçant, en matière fiscale, des fonctions juridiques dans un service public ou privé ne peut pas être assimilée à la formation spécialisée en droit fiscal attestée par un diplôme. Pour la rédaction de l'article, il convient de s'inspirer du texte proposé pour l'article 189 du projet.

Article 12.

Article 207.

En ce qui concerne le conseiller à la cour d'appel, l'article en projet appelle la même observation que celle faite sous l'article 189.

Il y a lieu, dès lors, de prévoir deux paragraphes dans l'article 207 en projet; le premier paragraphe serait consacré aux conditions de nomination de conseiller à la cour d'appel et le second aux conditions de nomination à la fonction de premier président à la cour du travail, de président et de conseiller à cette cour.

Pour le premier paragraphe, l'avis du comité d'avis doit être omis. Pour le second, il est proposé de se référer à l'observation faite sous l'article 187 en projet et, dès lors, d'omettre la formalité d'avis et de remplacer dans l'article 427ter, § 1er, relatif au comité d'avis, la mention de l'article 207 par celle de l'article 207, § 2.

Article 13.

Article 208, § 1er.

L'article 208, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 208. § 1er. Pour pouvoir être nommé procureur général, le candidat doit être docteur ou licencié en droit, avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 427quater ou avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427bis, et avoir pendant au moins quinze ans exercé des fonctions judiciaires".

Suivant ledit article, l'expérience professionnelle est uniquement celle résultant de l'exercice de fonctions judiciaires. Au contraire, suivant l'article 258 en projet, le candidat à la fonction de procureur général près de la Cour de cassation, peut faire valoir une expérience qui ne soit pas exclusivement judiciaire. Si cette différence répond à l'intention du Gouvernement, il conviendrait de la justifier dans l'exposé des motifs.

.../...

Article 14.

Article 209.

L'article 209 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 209. Pour pouvoir être nommé avocat général près la cour d'appel, avocat général près la cour du travail, substitut du procureur général près la cour d'appel ou substitut général près la cour du travail, le candidat doit être ..., avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 427quater ou avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427bis, et satisfaire aux conditions fixées par l'article 189, § 2, ou § 3".

Article 16.

Article 254.

L'article 254 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 254. Pour pouvoir être nommé conseiller à la Cour de cassation, le candidat doit être âgé de 40 ans accomplis, être docteur ou licencié en droit, avoir accompli le stage judiciaire prévu à l'article 427quater ou avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427bis, et satisfaire aux conditions fixées à l'article 189, § 2, ou § 3".

Article 17.

Article 258.

L'article 258 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Art. 258. Pour pouvoir être nommé procureur général ou avocat général près la Cour de cassation, le candidat doit être âgé de 40 ans accomplis, être docteur ou licencié en droit, avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 427quater ou avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427bis, et satisfaire aux conditions fixées par l'article 189, § 2,ou § 3".

Article 18.

Observations générales sur les articles 427bis à 427quater en projet.

Le titre VI que le projet se propose d'introduire dans le Livre II du Code judiciaire prévoit la création de deux organes nouveaux, un collège de recrutement des magistrats ainsi que des commissions d'avis, et il organise le stage judiciaire.

Les dispositions en projet appellent les observations suivantes.

I. LE COLLEGE DE RECRUTEMENT DES MAGISTRATS.

Ce collège a trois missions distinctes qui devraient être déterminées dans un texte unique. Ces missions sont :

1° Siégeant en formation plénière, il donne au ministre de la justice les avis prévus par l' article 427bis, § 2, 2°, en projet, ainsi que l'avis prévu par l'article 427quater, § 2, 3°, il fait la proposition prévue par l'article 427quater, § 2, 5°, et il donne l'avis prévu par l'article 427quater, § 3, alinéa 2.

.../...

2° Exerçant la fonction de "jury" dont la mission est définie par l'article 427bis, § 2, 1°, en projet, il siège par moitié selon le critère de l'appartenance linguistique. Dans cette disposition et dans l'article 427quater, § 1er, alinéa 1er, l'expression "constituer les jurys" n'est pas adéquate, car elle semble indiquer que le collège en formation plénière désigne les membres du jury alors que l'intention du Gouvernement est de répartir les membres du collège dans deux jurys.

3° C'est également en formation plénière, du moins faut-il le supposer, que le collège détermine le programme du concours d'aptitude professionnelle prévu par l'article 427quater, § 1er, alinéa 1er, pour l'admission au stage.

En outre, l'article 427bis, § 2, 1°, alinéa 4, prévoit qu'un membre au moins du jury doit pouvoir justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande. Le projet devrait préciser que les candidats à une fonction judiciaire qui requiert la connaissance de cette langue devraient être interrogés par le jury d'expression française dont un membre doit pouvoir justifier de cette connaissance.

II. LES COMITES D'AVIS.

La composition du comité dépend du ressort de la cour d'appel ou de la cour du travail et de l'arrondissement dans lequel la nomination doit intervenir ou dans lequel le stage est effectué.

.../...

En ce qui concerne la participation à ce comité de membres du barreau, il n'est pas clair si, pour le calcul du nombre d'avocats appelés à y siéger, il est tenu compte de la présence d'office du bâtonnier de l'ordre. Tel que le texte est rédigé, il faudrait penser que le bâtonnier s'ajoute aux autres avocats, ce qui aurait pour conséquence que ceux-ci seraient en majorité dans le comité. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il faut modifier le texte en conséquence (1).

Eu égard à la gravité de la mesure prononcée par le ministre de la justice, la procédure prévue à l'article 427ter, § 6, alinéa 2, n'est pas compatible avec le principe d'indépendance des magistrats, dont la plupart siègent "qualitate qua" au comité d'avis, et ne se concilie pas, non plus, avec l'indépendance des membres du barreau. Une sanction doit éventuellement être prononcée par l'autorité disciplinaire compétente.

Selon l'article 427ter, § 3, dernier alinéa, en projet, chaque membre du comité sera remplacé au sein de celui-ci, par son représentant ou son délégué.

Le projet devrait préciser les modalités de ce remplacement. En ce qui concerne les membres du barreau, il serait préférable de prévoir un régime de suppléance. Il y aurait lieu également de préciser le quorum requis pour que les avis émis par le comité soient valablement donnés.

.../...

---

(1) On notera au surplus qu'aucune représentation des juges de paix n'est prévue.

III. LE STAGE JUDICIAIRE.

1. L'accès au stage judiciaire est subordonné à la réussite d'un concours. Le projet ne précise pas les conditions requises pour se présenter au concours. Les explications fournies à cet égard dans l'exposé des motifs devraient figurer dans le texte de la loi en projet.

La détermination de l'enjeu du concours est une prérogative importante et il faut se demander si elle appartient au collège en raison de son pouvoir de déterminer "les conditions de ce concours" (article 427quater, § 1er, alinéa 1er).

L'article 427quater, § 1er, alinéa 2, en projet, prescrit "la publication des vacances de fonctions de stagiaire judiciaire". Celle-ci est faite par le ministre. Est-ce en fonction d'un cadre à établir ou de manière discrétionnaire ? Y a-t-il un lien entre le nombre de places déclarées vacantes et l'enjeu du concours ? Le projet devrait exprimer les intentions du Gouvernement à l'égard de ces diverses questions.

2. En ce qui concerne l'évaluation des prestations du stagiaire, l'article 427quater, § 2, 6°, en projet prévoit que "le premier maître de stage fera parvenir, avant la fin du 21me mois de la formation, au comité d'avis un rapport circonstancié. Le deuxième maître de stage y procédera également au terme de la 3me année de formation".

Sur ces rapports, selon le 7° du même paragraphe, le comité peut rendre un avis défavorable. Les conséquences de cet avis n'apparaissent toutefois pas clairement.

Indépendamment de ces deux rapports, selon l'article 427ter, § 2, alinéa 1er, le comité peut "communiquer au ministre de la justice un rapport écrit et motivé sur l'exclusion des stagiaires judiciaires nommés conformément à l'article 427quater qui ont accompli 18 mois de stage, lorsqu'elle est motivée par leur inaptitude, et de manière générale avant la fin du stage, lorsqu'elle est motivée par l'inconduite notoire ou l'absentéisme grave et proposer d'écarter les intéressés".

Il faudrait préciser clairement que, lorsqu'elle est motivée par l'inconduite notoire ou l'absentéisme grave, la décision d'exclusion peut être prise à tout moment du stage. Mais, lorsque l'exclusion est justifiée par l'inaptitude du stagiaire, l'établissement du rapport écrit après 18 mois ne paraît pas en concordance avec la transmission du premier rapport de stage avant la fin du 21me mois.

Le texte gagnerait beaucoup en clarté si ces dispositions étaient regroupées dans un même article.

3. L'intention du Gouvernement paraît être de conférer à ceux qui accomplissent le stage 80 pour cent des places vacantes de juge et de substitut (article 427quater, § 3, alinéa 1er). Toutefois, hormis l'avis défavorable déjà évoqué dont les conséquences ne sont pas clairement définies, aucune disposition du projet ne désigne l'autorité compétente pour décider si le stagiaire a satisfait aux obligations du stage. L'organisation d'un stage judiciaire

ne garantit un meilleur recrutement des magistrats que s'il est prévu une épreuve sur les matières enseignées au cours de la formation théorique (article 427quater, § 2, 3°) et que si une décision est prise à l'issue du stage, moyennant le respect des droits de la défense, sur le titre à l'appartenance à un contingent privilégié en vue d'une nomination aux fonctions de juge ou de substitut, ainsi que sur la démonstration par le stagiaire qu'il possède, grâce à la formation théorique et pratique reçue au cours du stage, des aptitudes professionnelles équivalentes à celles requises de ceux qui n'ont pas accompli un stage judiciaire pour réussir l'examen d'aptitude professionnelle.

Selon l'article 427quater, § 1er, le collège de recrutement "détermine les conditions (du concours d'accès au stage) et constitue les jurys". Aucune fonction n'est attribuée au jury pour l'évaluation des prestations du stagiaire à la fin du stage. Par ailleurs, selon l'article 427quater, § 2, 4°, "le stagiaire judiciaire est placé sous la haute direction du comité (d'avis)", c'est-à-dire d'un autre organe, auquel il appartient, en outre, d'émettre les avis prévus par le 7° du même paragraphe.

Le Gouvernement devrait préciser comment se répartissent les compétences entre le "jury" et le comité. Si la fonction du premier est limitée à la vérification des résultats du concours, l'évaluation de l'aptitude professionnelle de chacun des stagiaires sera faite par des comités multiples, dont les critères d'appréciation peuvent diverger, alors que le stagiaire a un titre privilégié pour l'accès aux différentes fonctions de juge ou de substitut auxquelles il peut se porter candidat dans n'importe quel arrondissement de son régime linguistique.

.../...

4. Il semble résulter des textes que le titre à une nomination en vertu de l'article 427quater, § 3, alinéa 1er, n'est acquis qu'à l'expiration de la période de trois ans. La possibilité de prolongation du stage prévue par l'article 427quater, § 2, 8°, confirme cette interprétation. Le projet ne précise pas, lorsqu'après une prolongation du stage il n'y a pas de place vacante ou lorsque le "stagiaire" n'est pas candidat à l'une des places vacantes, s'il conserve son "droit de préférence" et pour combien de temps.

En conclusion, les trois dispositions en projet devraient être profondément revues à la lumière des observations qui viennent d'être faites.

Le Conseil d'Etat croit devoir souligner que l'attribution au candidat ayant accompli le stage judiciaire d'un droit de préférence pour la nomination est un des éléments essentiels de la réforme envisagée et que l'exercice de ce droit doit être très précisément aménagé.

IV. LA DISPENSE DE L'EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE.

Selon les articles 187, § 2, alinéa 3, 189, § 3, alinéa 3, 191, § 3, alinéa 3, 194, § 3, alinéa 3, 208, § 2, alinéa 2, c'est au jury de l'examen d'aptitude professionnelle constitué conformément à l'article 427bis, § 2, en projet, de décider si un candidat peut être dispensé de l'examen d'aptitude professionnelle en raison de sa grande valeur professionnelle.

Une telle disposition ne se concilie guère avec le but poursuivi qui est de rendre objectives les nominations dans la magistrature. Les rapports préalables ris-

quent de faire défaut, ce qui compliquera la tâche du jury s'il est admis que des candidats proviennent du secteur privé. Les éléments d'appréciation seront le plus souvent de nature subjective. Enfin, les risques de contradiction entre la décision du jury et l'avis du comité d'avis ne sont pas négligeables.

Il faut donc omettre cette disposition dans chacun des articles où elle figure. Toutefois, cette disposition pourrait être utilisée comme disposition transitoire pour régler la situation des magistrats dont la carrière a été entamée avant l'entrée en vigueur de la loi.

Le Gouvernement et le Parlement apprécieront s'il n'est pas nécessaire de prévoir des dispositions transitoires pour régler la situation :

1° de ceux qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, seraient stagiaires au parquet, conformément à la loi du 8 avril 1971 organisant le stage judiciaire;

2° des juges suppléants qui, après l'entrée en vigueur de la loi, seraient candidats à la fonction de juge de paix, de juge au tribunal de première instance, au tribunal de commerce ou au tribunal du travail.

Observations particulières sur les articles 427bis à 427quater en projet.

Article 18.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

.../...

"Dans la deuxième partie, Livre Ier du Code judiciaire, il est inséré un titre VII comprenant les articles 287bis à 287 ... rédigé comme suit :

"Titre VII - Du collège de recrutement des magistrats, des comités d'avis et du stage judiciaire"".

Il y a un défaut de concordance du texte français et du texte néerlandais de l'article 427bis, § 1er, dernière phrase.

Article 427bis, § 2.

L'énumération des deux missions du collège ne peut être interrompue par l'interposition de 5 alinéas. Ceux-ci devraient former un paragraphe 3, le paragraphe 3 devenant paragraphe 4.

Article 427ter, § 1er.

Le début de l'article 427ter, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 427ter. § 1er. Avant de procéder à toute nomination aux fonctions visées aux articles 187, 188, 191, 192, 193, 194, 207, § 2, 208 et 209 ...".

Article 427ter, § 2, alinéa 1er.

A la fin, mieux vaut écrire : "lorsqu'elle est motivée par leur inaptitude et, de manière générale avant la fin du stage, lorsqu'elle est motivée par l'inconduite notoire ou des absences répétées et injustifiées, et proposer d'écarter les intéressés".

.../...

Article 427ter, § 2, alinéa 2.

A la fin de l'alinéa 2 du texte français, le mot "Conseil" doit être écrit avec une minuscule.

Article 427ter, § 3, alinéa 1er.

Mieux vaut remplacer les tirets par 1°, 2°, 3°, ...

Le 1° serait mieux rédigé comme suit :

" 1° du premier président de la cour d'appel ou, le cas échéant, du premier président de la cour du travail si la nomination a pour objet une fonction dans une juridiction du travail;".

Au 2°, il faut supprimer les termes "si la nomination relève d'une juridiction militaire".

Il y a un défaut de concordance du texte français et du texte néerlandais du paragraphe 3, alinéa 1er, 3°.

Au 4°, la fin serait mieux rédigée comme suit : "ou, le cas échéant, de l'auditeur militaire compétent en raison du lieu de la nomination ou de l'accomplissement du stage;".

Au 6°, sous réserve de l'observation déjà faite, il y a lieu d'écrire : " ... conformément au paragraphe 2, d'un nombre d'avocats, égal à celui des magistrats, désignés par le conseil de l'ordre dès son entrée en fonction".

Article 427ter, § 6.

A la fin du premier alinéa du paragraphe 6, il convient d'écrire dans le texte français "... sont tenus au secret".

Le deuxième alinéa doit être revu pour tenir compte de l'observation faite au sujet des comités d'avis.

Article 427quater, § 2.

Il n'est pas d'usage de faire précéder les alinéas d'une numérotation, quelle qu'elle soit. Les 1°, 2° ... doivent être omis.

L'usage recommande de rédiger les dispositions au présent de l'indicatif. La remarque vaut pour le texte français des alinéas 1er et 2, 5, 6, 7 (5° en projet), 8 (6° en projet), 9 (7° en projet) et 10 (8° en projet).

A l'alinéa 3 (3° du projet), la rédaction des "stades successifs" devrait être revue entièrement en supprimant les tirets.

A l'alinéa 4 (4° du projet), il y a lieu de supprimer le mot "haute" avant "direction du comité".

A l'alinéa 7 (5° du projet), il y a lieu d'écrire : "en se conformant aux principes que le Roi fixe sur proposition du collège visé à l'article 427bis".

Article 427quater, § 4.

Il s'impose de supprimer la numérotation figurant avant certains alinéas.

Au 1°, devenant alinéa 1er, on écrira "... n'a pas la qualité de magistrat".

A l'alinéa 2 du texte français, il faut écrire "... a la qualité d'officier de police judiciaire ...".

A l'alinéa 4, il y a lieu d'écrire : "ces commissionnements sont portés à la connaissance du président du tribunal".

Au 2°, devenant l'alinéa 5, on peut se demander s'il ne serait pas souhaitable que le stagiaire assiste au délibéré afin qu'il puisse s'initier à ce qui constitue, pour le magistrat du siège, l'acte essentiel qu'est l'élaboration d'un jugement ou d'un arrêt.

Article 427quater, § 5.

Il y a un défaut de concordance du texte français et du texte néerlandais de l'alinéa 3.

Article 427quater, § 6.

La fin du paragraphe 6 serait mieux rédigée comme suit : "peut suspendre le stage".

.../...

Article 19.

Il tend à modifier l'article 287 du Code judiciaire et devrait dès lors former l'article 18 du projet.

Dans la phrase liminaire, il convient d'ajouter "... modifié par la loi du 29 novembre 1979".

Il faut faire concorder le délai prévu à l'alinéa 1er avec celui de l'alinéa 3 et prévoir dans l'un et l'autre cas, un délai de deux mois.

A l'alinéa 2, il faut écrire : "avoir lieu quatre mois au plus tôt ...", en assurant ainsi la concordance avec le texte néerlandais.

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il faudrait tenir compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 3, il faut préciser si le délai est un délai d'ordre ou un délai de recevabilité.

Article 20.

Il y a lieu d'ajouter : "... modifiée par les lois des 2 juillet 1975 et 8 décembre 1977".

Observations de forme sur le texte néerlandais en projet.

Il convient de rédiger le texte néerlandais des articles 427bis à 427quater (devenant 287bis à ...) en tenant compte des observations de forme faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

De ontworpen wet heeft geen opschrift; het opschrift dat bovenaan de memorie van toelichting wordt aangetroffen, is ontoereikend.

Voorgesteld wordt het opschrift van de ontworpen wet en dat van de memorie van toelichting bij die wet aldus te stellen :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de inleidende volzin dienen de volgende woorden te worden toegevoegd :
"... gewijzigd bij de wet van 30 juni 1976 ...".

De Franse en de Nederlandse tekst van het vijfde lid komen niet overeen ("siège" in de Franse tekst, "dienst" in de Nederlandse tekst).

Artikel 2.

Er is geen grond om in de Franse tekst van de laatste zin een afzonderlijk lid te maken. Die zin zou beter aldus worden gesteld : "De beschikking van de voorzitter wordt met redenen omkleed en vermeldt de bijzondere omstandigheden welke die aanwijzing rechtvaardigen".

Artikel 3.

Artikel 187, § 1.

Het ontworpen artikel 187, § 1, schrijft als benoemingsvoorwaarde het advies van het comité bedoeld in artikel 427ter voor. Dat advies wordt zonder enige noodzaak meermaals aangehaald in verschillende artikelen van het ontwerp, aangezien artikel 427ter, § 1, voorziet in de tussenkomst van dat comité en in het advies dat het te geven heeft voor alle benoemingen tot gerechtelijke ambten.

Er is des te meer reden om de woorden "zonder het advies van het comité bedoeld in artikel 427ter" weg te laten, daar dat advies geen benoemingsvoorwaarde is, maar een substantiële formaliteit die aan de benoeming voorafgaat. Het is voldoende dat artikel 187 in artikel 427ter, § 1, is vermeld om het bewuste vormvoorschrift toepasselijk te maken op de benoeming van een vrederechter.

Het zou beter zijn paragraaf 1 van het artikel aldus te redigeren :

"Art. 187. § 1. Om tot vrederechter-titularis of rechter-titularis in de politierechtbank dan wel tot toegevoegd vrederechter of rechter in de politierechtbank benoemd te kunnen worden, moet de gegadigde volle 40 jaar oud zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn en geslaagd zijn voor het bij artikel 427bis voorgeschreven examen inzake beroepsbekwaamheid of de bij artikel 427quater voorgeschreven gerechtelijke stage hebben doorgemaakt".

.../...

Artikel 187, § 2, eerste lid, 1°.

Onder het eerste "tenzij", dat 1° wordt, zijn de woorden "in rechtswetenschappelijk verband een academische of wetenschappelijke functie", vaag. De aard van de functie en het type van instelling waar de functie wordt uitgeoefend zouden aangegeven moeten worden.

Volgens de tekst van het ontworpen artikel 187, § 2, dient het ambt of de functie in België te zijn uitgeoefend. Er zou verduidelijkt moeten worden of de Regering de uitsluiting beoogt van gegadigden die een ambt in een internationaal rechtscollege of aan een buitenlandse universiteit uitgeoefend zouden hebben of die op de tabel van een buitenlandse balie ingeschreven zouden zijn geweest.

Als dat niet het oogmerk van de Regering is moeten de woorden "in België" vervallen.

Het zou beter zijn paragraaf 2, eerste lid, van artikel 187, als volgt te stellen :

"§ 2. De gegadigde moet bovendien aan een van de volgende voorwaarden voldoen :

1° ...

2° ...

3° ...".

Artikel 187, § 1, eerste lid.

Onder het tweede "tenzij", dat 2° wordt, dienen de woorden "in België" te vervallen.

.../...

Hetgeen in 2° een tussenzin vormt, behoort een afzonderlijk lid te vormen dat ingevoegd wordt na 3° en zou beter als volgt gesteld worden :

"De tijd dat het ambt bij de Raad van State is uitgeoefend, wordt in aanmerking genomen voor het berekenen van de periode van twaalf jaar voorgeschreven in het eerste lid, 1°".

Artikel 187, § 2, eerste lid, 3°.

De woorden "in België" behoeven dezelfde opmerking als die welke aangaande artikel 187, § 2, eerste lid, 1°, is gemaakt.

De gebruikte bewoordingen zijn bijzonder vaag. Het is niet duidelijk waarin een in een openbare of private dienst uitgeoefend juridisch ambt kan bestaan. Het artikel verruimt zodoende de mogelijkheid om tot een gerechtelijk ambt te worden benoemd tot personen wier ervaring hen niet noodzakelijk klaarmaakt voor het uitoefenen van dat ambt (1), terwijl dat ambt wat de duur ervan betreft volledig gelijkgesteld wordt met de ambten die onder 1° worden omschreven.

.../...

---

(1) Gelijk de werkgroep ingesteld door de Minister van Justitie en die verslag diende te doen van de opleiding en de werving van magistraten er trouwens op gewezen heeft, zijn de woorden "juridisch ambt" zeer vaag en maken zij het niet mogelijk om het uitgeoefende ambt precies te omschrijven en te weten of dat ambt een voorbereiding op het gerechtelijk ambt vormt (verslag 1976, blz. 109).

Gelet op het streven van de stellers van het ontwerp om de werving van magistraten te verbeteren, lijkt het niet gepast om een juridisch ambt dat in welke openbare of private dienst dan ook is uitgeoefend, in aanmerking te nemen.

Artikel 187, § 2, tweede en derde lid.

De aangelegenheid die door het tweede en het derde lid wordt geregeld, zou meer thuishoren onder artikel 427bis.

Het derde lid zal een punt van de algemene opmerkingen zijn die ter zake van de artikelen 427bis tot 427quater worden gemaakt.

Deze twee opmerkingen gelden voor het tweede en het derde lid van de artikelen 189 en 190, alsmede voor paragraaf 2 van het ontworpen artikel 208.

Artikel 4.

Artikel 188.

Het zou beter zijn artikel 188 als volgt te stellen :

"Art. 188. Om tot plaatsvervangend vrederechter te kunnen worden benoemd moet de gegadigde ...".

.../...

De bewoordingen "zonder het advies van het comité bedoeld in artikel 427ter", "in België" en "een rechtswetenschappelijke functie hebben bekleed" behoeven dezelfde opmerkingen als die welke onder het ontworpen artikel 187 zijn gemaakt.

Artikel 5.

Artikel 189, § 1.

Het advies van het comité bedoeld in artikel 427ter, alvorens een benoeming tot het ambt van voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of van ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg geschiedt, is onbestaanbaar met artikel 99, tweede lid, van de Grondwet, doordat dit artikel wat de voorzitter en de ondervoorzitter betreft zowel een voordracht door het hof van beroep als een voordracht door de provincieraad voorschrijft. Men dient het er voor te houden dat de Grondwetgever de formaliteiten die aan dergelijke benoemingen voorafgaan op beperkende wijze heeft opgesomd.

De inmenging van het comité behoort dus te worden uitgesloten wanneer het om die benoemingen gaat en in artikel 427ter, § 1, behoort de verwijzing naar artikel 189 achterwege te blijven.

Dientengevolge is het noodzakelijk om de voorwaarden om benoemd te kunnen worden tot de ambten van voorzitter en van ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en die betreffende de benoeming tot de ambten van voorzitter en van ondervoorzitter van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel in afzonderlijke bepalingen bijeen te brengen.

.../...

Artikel 189, § 3.

Bij de bewoordingen "in België", "in rechtswetenschappelijk verband een academische of wetenschappelijke functie" en "een juridisch ambt in een openbare of private dienst" behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke onder het ontworpen artikel 187 is geformuleerd.

Voor het overige zouden overgangsbepalingen moeten worden vastgesteld voor artikel 189 alsook voor de artikelen die inzonderheid de bevorderingsambten betreffen (zie hieronder de laatste algemene opmerking die in verband met artikel 18 van het ontwerp wordt gemaakt).

Artikel 189 zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Art. 189. § 1. Om tot voorzitter of ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te kunnen worden benoemd, moet de gegadigde doctor of licentiaat in de rechten zijn en de in artikel 427quater bedoelde gerechtelijke stage hebben doorgemaakt of geslaagd zijn voor het in artikel 427bis bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid.

§ 2. De gegadigde die de gerechtelijke stage heeft doorgemaakt moet bovendien ...

§ 3. De gegadigde die geslaagd is voor het examen inzake beroepsbekwaamheid moet bovendien ...".

Artikel 6.

Het ontworpen artikel 190 zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Art. 190. Om tot voorzitter of ondervoorzitter van de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel te kunnen worden benoemd, moet de gegadigde voldoen aan de in artikel 189 bepaalde voorwaarden".

Artikel 190 dient te worden toegevoegd aan de opsomming in artikel 427ter. Het bevoegde adviescomité moet immers een advies verstrekken over de benoeming van de in het ontworpen artikel 190 bedoelde magistraten.

Artikel 7.

Artikel 191.

Bij de termen "zonder het advies van het comité bedoeld in artikel 427ter", "in België", "in rechtswetenschappelijk verband een academische of wetenschappelijke functie", "een juridisch ambt bij een openbare of private dienst" is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is onder het ontworpen artikel 187. De gelijkstelling van de duur van de uitoefening van een ambt bij de Raad van State met de in paragraaf 3, eerste lid, 1°, bedoelde jaren van ambtsuitoefening moet eveneens in een afzonderlijk lid geformuleerd worden.

In de ontworpen tekst volstaat de ervaring verkregen door het gedurende twaalf jaar uitoefenen van een juridisch ambt in een openbare of private dienst als voorwaarde, terwijl in artikel 189, § 3, eerste lid, 1°, wordt bepaald dat de gegadigde alleen kan worden benoemd indien hij, naast tien jaar juridisch ambt in een openbare of private dienst,

.../...

gedurende vijf jaar een gerechtelijk ambt of een ambt bij de Raad van State heeft uitgeoefend, een academische functie heeft bekleed of aan de balie is geweest. Een dergelijke discrepantie, wat de vereiste beroepservaring betreft, gaat niet op. Artikel 191, § 3, eerste lid, 1°, moet dan ook worden herzien.

De redactie van artikel 191 moet uitgaan van die welke voorgesteld is voor de voorgaande artikelen, en inzonderheid van die welke voorgesteld is voor het ontworpen artikel 189.

Artikel 8.

Artikel 192.

Bij de termen "zonder het advies van het comité bedoeld in artikel 427ter", "in België" en "in rechtswetenschappelijk verband een academische of wetenschappelijke functie" is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is onder artikel 187.

Artikel 192 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 192. Om tot plaatsvervangend rechter te kunnen worden benoemd, moet de gegadigde ...".

Artikel 9.

Artikel 193.

Bij de termen "zonder het advies van het comité bedoeld in artikel 427ter" is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is onder artikel 187.

Artikel 193 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 193. § 1. Om tot procureur des Konings of tot arbeidsauditeur te kunnen worden benoemd, moet de gegadigde doctor of licentiaat in de rechten zijn, de in artikel 427quater bedoelde gerechtelijke stage hebben doorgemaakt of geslaagd zijn voor het in artikel 427bis bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid en voldoen aan de in artikel 189, § 2 of § 3 bepaalde voorwaarden".

Artikel 10.

Artikel 194.

Er wordt verwezen naar de opmerkingen bij artikel 191.

In paragraaf 5, eerste lid, is bij de woorden "dan wel het in § 3 bedoelde juridisch ambt in fiscale zaken hebben vervuld" dezelfde opmerking te maken als die welke geformuleerd is bij paragraaf 3, eerste lid, van artikel 191. De ervaring die men opgedaan heeft door in fiscale aangelegenheden een juridisch ambt te vervullen in een openbare of private dienst, mag niet worden gelijkgesteld met de gespecialiseerde opleiding in fiscaal recht bekrachtigd met een diploma. Voor de redactie van het artikel dient te worden uitgegaan van de tekst die is voorgesteld voor artikel 189 van het ontwerp.

.../...

Artikel 12.

Artikel 207.

Wat de raadsheer in het hof van beroep betreft, is bij het ontworpen artikel dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is onder artikel 189.

Het ontworpen artikel 207 zou derhalve een andere indeling in twee paragrafen moeten krijgen; de eerste paragraaf zou handelen over de voorwaarden om te worden benoemd tot raadsheer in het hof van beroep en de tweede over de voorwaarden om te worden benoemd tot eerste voorzitter of tot voorzitter van het arbeidshof en tot raadsheer in dat hof.

Voor de eerste paragraaf moet het advies van het adviescomité vervallen. Voor de tweede wordt voorgesteld te verwijzen naar de opmerking onder het ontworpen artikel 187 en derhalve de vormvereiste van het advies weg te laten en in artikel 427ter, § 1, betreffende het adviescomité de verwijzing naar artikel 207 te vervangen door die naar artikel 207, § 2.

Artikel 13.

Artikel 208, § 1.

Artikel 208, § 1, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 208. § 1. Om tot procureur-generaal te kunnen worden benoemd moet de gegadigde doctor of licentiaat in de rechten

zijn, de in artikel 427quater bedoelde gerechtelijke stage hebben doorgemaakt of geslaagd zijn voor het in artikel 427bis bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid, en gedurende ten minste vijftien jaar een gerechtelijk ambt hebben vervuld".

Luidens het genoemde artikel is de beroepservaring alleen die welke het gevolg is van het vervullen van een gerechtelijk ambt. Daarentegen kan, volgens het ontworpen artikel 258, de gegadigde voor het ambt van procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, zich beroepen op een ervaring die niet uitsluitend van gerechtelijke aard is. Strookt dat onderscheid met de bedoeling van de Regering, dan zou het verantwoord moeten worden in de memorie van toelichting.

Artikel 14.

Artikel 209.

Artikel 209 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 209. Om tot advocaat-generaal bij het hof van beroep, advocaat-generaal bij het arbeidshof, substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep of substituut-generaal bij het arbeidshof te kunnen worden benoemd, moet de gegadigde ..., de in artikel 427quater bedoelde gerechtelijke stage hebben doorgemaakt of geslaagd zijn voor het in artikel 427bis bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid, en voldoen aan de in artikel 189, § 2 of § 3 bepaalde voorwaarden".

.../...

Artikel 16.

Artikel 254.

Artikel 254 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 254. Om tot raadsheer in het Hof van Cassatie te kunnen worden benoemd, moet de gegadigde volle 40 jaar oud zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn, de in artikel 427quater bedoelde gerechtelijke stage hebben doorgemaakt of geslaagd zijn voor het in artikel 427bis bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid, en voldoen aan de in artikel 189, § 2 of § 3, bepaalde voorwaarden".

Artikel 17.

Artikel 258.

Artikel 258 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 258. Om tot procureur-generaal of advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie te kunnen worden benoemd moet de gegadigde volle 40 jaar oud zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn, de in artikel 427quater bedoelde gerechtelijke stage hebben doorgemaakt of geslaagd zijn voor het in artikel 427bis bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid, en voldoen aan de in artikel 189, § 2, of § 3, gestelde voorwaarden".

Artikel 18.

Algemene opmerkingen over de ontworpen artikelen 427bis tot 427quater.

Titel VI, die het ontwerp wil invoegen in Boek II van het Gerechtelijk Wetboek, behelst het instellen van twee nieuwe organen, namelijk een wervingscollege der magistraten en adviescomités, en regelt de gerechtelijke stage.

Bij de ontworpen bepalingen zijn de volgende opmerkingen te maken.

I. HET WERVINGSCOLLEGE DER MAGISTRATEN.

Dit college heeft drie onderscheiden taken die in één enkele tekst zouden moeten worden omschreven. Die taken zijn :

1° het college houdt zitting volledig samengesteld en verleent de Minister van Justitie de in het ontworpen artikel 427bis, § 2, 2°, bedoelde adviezen, alsook het in artikel 427quater, § 2, 3°, bedoelde advies, doet het in artikel 427quater, § 2, 5°, bedoelde voorstel en verleent het in artikel 427quater, § 3, tweede lid, bedoelde advies.

2° Het fungeert als "jury", waarvan de taak wordt omschreven door het ontworpen artikel 427bis, § 2, 1°, en wordt onderverdeeld in twee commissies, waarbij als criterium wordt gebruikt dat de leden voor de helft tot de ene taalgroep en voor de andere helft tot de andere taalgroep behoren. In die bepaling en in artikel 427quater, § 1,

eerste lid, zijn de uitdrukkingen "de jurys samen te stellen" en "stelt de examencommissie samen" niet dienstig daar zij erop lijken te wijzen dat de leden van de examencommissie door het college in openbare vergadering worden aangewezen, terwijl het de bedoeling van de Regering is dat de leden van het college over twee commissies worden verdeeld.

3° Het volledig samengestelde college stelt, naar tenminste wordt aangenomen, eveneens het programma vast van het in artikel 427quater, § 1, eerste lid, bedoelde vergelijkend examen inzake beroepsbekwaamheid, waarvoor men moet slagen om tot de stage te worden toegelaten.

In artikel 427bis, § 2, 1°, vierde lid, wordt voorts bepaald dat ten minste één lid van de "jury" blijk moet kunnen geven van een voldoende kennis van de Duitse taal. In het ontwerp zou moeten worden gepreciseerd dat de gegadigden voor een gerechtelijk ambt waarvoor de kennis van die taal vereist is, zouden moeten worden ondervraagd door de Franstalige examencommissie, waarvan een lid moet kunnen bewijzen die taal machtig te zijn.

II. DE ADVIESCOMITES.

De samenstelling van het comité is afhankelijk van het rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof en van het arrondissement waar de benoeming moet worden gedaan of waar de stage wordt doorgemaakt.

Wat het aandeel van leden van de balie in dat comité betreft, is het niet duidelijk of er bij de berekening

van het aantal advocaten die erin zitting zullen hebben rekening wordt gehouden met de ambtshalve aanwezigheid van de stafhouder van de orde. Zoals de tekst gesteld is zou men moeten denken dat de stafhouder nog naast de andere advocaten komt, waardoor dezen het sterkst vertegenwoordigd zouden zijn in het comité. Mocht dit niet de bedoeling zijn van de Regering, dan moet de tekst dienovereenkomstig worden gewijzigd (1).

Gelet op de ernst van de door de Minister van Justitie uitgevaardigde maatregel, is de procedure waarin artikel 427ter, § 6, tweede lid, voorziet, onverenigbaar met het beginsel van de onafhankelijkheid van de magistraten, waarvan de meesten "qualitate qua" zitting hebben in het adviescomité, en verdraagt ze zich evenmin met de onafhankelijkheid van de leden van de balie. Een eventuele straf moet door de bevoegde tuchtoverheid worden uitgesproken.

Volgens het ontworpen artikel 427ter, § 3, laatste lid, kan een lid van het comité door diens vertegenwoordiger of gemachtigde worden vervangen.

In het ontwerp zou moeten worden gepreciseerd op welke wijze in die vervanging moet worden voorzien. Met betrekking tot de leden van de balie zou het verkieselijk zijn

.../...

---

(1) Men merke bovendien op dat de vrederechters op generlei wijze zijn vertegenwoordigd.

in een plaatsvervangingsregeling te voorzien. Voorts zou moeten worden gepreciseerd wat het vereiste quorum is opdat het comité op geldige wijze adviezen zal kunnen uitbrengen.

III. DE GERECHTELIJKE STAGE.

1. Om tot de gerechtelijke stage te worden toegelaten moet men slagen voor een vergelijkend examen. In het ontwerp wordt niet gepreciseerd aan welke voorwaarden men moet voldoen om zich voor het vergelijkend examen op te geven. De uitleg die daarover in de memorie van toelichting wordt verstrekt, zou in de ontworpen wettekst vervat moeten zijn.

Het is een belangrijk voorrecht te mogen bepalen wat de inzet is van het vergelijkend examen en de vraag rijst of dat voorrecht het college wel toekomt in verband met zijn bevoegdheid om "de voorwaarden van dit vergelijkend examen" (artikel 427quater, § 1, eerste lid) vast te stellen.

Het ontworpen artikel 427quater, § 1, tweede lid, schrijft "de bekendmaking van het openvallen van ambten van gerechtelijk stagiair" voor. Dit geschiedt door toedoen van de minister. Staat dit in verband met een formatie die moet worden vastgesteld of geschiedt dit op discretionaire wijze ? Bestaat er een verband tussen het aantal vacant verklaarde ambten en de inzet van het vergelijkend examen ? Uit het ontwerp zou moeten blijken wat de bedoelingen zijn van de Regering ten aanzien van die verschillende kwesties.

2. Met betrekking tot de evaluatie van de werkzaamheden van de stagiair, wordt in het ontworpen artikel 427quater, § 2, 6°, bepaald dat "(de eerste stagemeester) voor de 21ste maand van de opleiding ... bij het adviescomité een uitvoerig verslag (moet) indienen. Na afloop van het 3e jaar opleiding dient ook de tweede stagemeester een verslag in".

Volgens 7° van dezelfde paragraaf kan het comité op grond van die verslagen een ongunstig advies geven. Het is evenwel niet duidelijk wat de gevolgen zijn van dat advies.

Volgens artikel 427ter, § 2, eerste lid, kan het comité, los van die verslagen, "een geschreven en gemotiveerd verslag aan de Minister van Justitie mededelen betreffende de uitsluiting van de gerechtelijke stagiairs overeenkomstig artikel 427quater, die 18 maanden stage volbracht hebben, wanneer zij gemotiveerd is op hun onbekwaamheid en in het algemeen voor het einde van de stage, wanneer zij gemotiveerd is door kennelijk wangedrag of zwaarwichtige afwezigheid, en voorstellen de betrokkenen uit te sluiten".

Er zou duidelijk moeten worden gepreciseerd dat de beslissing tot uitsluiting, wanneer zij gegrond is op kennelijk wangedrag of vaak voorkomende afwezigheid, op elk ogenblik van de stage kan worden genomen. Wanneer de uitsluiting echter gewettigd wordt door de onbekwaamheid van de stagiair, lijkt het schriftelijk verslag, dat na 18 maanden wordt opgemaakt, niet verenigbaar met het eerste stageverslag, dat voor het einde van de 21e maand wordt ingediend.

Ter wille van de duidelijkheid van de tekst, zou het beter zijn dat die bepalingen in een zelfde artikel worden samengebracht.

3. Het lijkt in de bedoeling van de Regering te liggen 80 percent van de openstaande betrekkingen van rechter en van substituut (artikel 427quater, § 3, eerste lid) toe te kennen aan degenen die de stage doormaken. Afgezien van het eerder besproken ongunstige advies waarvan de gevolgen niet duidelijk zijn omschreven, wijst evenwel geen enkele bepaling van het ontwerp de overheid aan die bevoegd zal zijn om uit te maken of de stagiair aan de stageverplichtingen heeft voldaan. Het organiseren van een gerechtelijke stage kan pas dan garanties bieden voor een betere werving van de magistraten als er een examen wordt uitgeschreven over de leervakken die tijdens de theoretische opleiding zijn onderwezen (artikel 427quater, § 2, 3°) en als er na afloop van de stage, met eerbiediging van de rechten van de verdediging, uitsluitsel wordt gegeven over de aanspraken op indeling bij een groep die voorrang geniet bij de benoeming tot de ambten van rechter of substituut en er wordt uitgemaakt dat de stagiair, dank zij de theoretische en praktische opleiding die hij tijdens de stage heeft genoten, heeft aangetoond over beroepsbekwaamheden te beschikken die gelijkwaardig zijn aan die welke worden geëist van hen die geen gerechtelijke stage hebben doorgemaakt om voor het examen in beroepsbekwaamheid te slagen.

Volgens artikel 427quater, § 1, "legt" het wervingscollege "de voorwaarden (van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage) vast en stelt (het) de examencommissie samen". De examencommissie wordt evenwel op generlei wijze betrokken bij de evaluatie van de werkzaamheden

van de stagiair na afloop van de stage. Voorts staat in artikel 427quater, § 2, 4°, te lezen dat "de gerechtelijke stagiair ... onder de hoge leiding van het (advies)comité (staat)", een ander orgaan dus, dat bovendien tot taak heeft de in 7° van dezelfde paragraaf bedoelde adviezen te geven.

De Regering zou moeten preciseren hoe de bevoegdheden onder de "examencommissie" en het comité worden verdeeld. De taak van het eerstgenoemde orgaan blijft weliswaar beperkt tot het toetsen van de uitslagen van het vergelijkend examen, doch de beroepsbekwaamheid van ieder van de stagiairs zal worden geëvalueerd door verscheidene comités die uiteenlopende criteria kunnen hanteren, hoewel de stagiair bevoorrechte aanspraken kan doen gelden bij de benoeming tot de verschillende ambten van rechter of substituut waarvoor hij zich, in onverschillig welk arrondissement van zijn taalstelsel kandidaat kan stellen.

4. Uit de tekst blijkt dat men pas na verloop van de periode van drie jaar aanspraak kan maken op een benoeming krachtens artikel 427quater, § 3, eerste lid. Die interpretatie wordt bevestigd door het feit dat de stage luidens de bepaling van artikel 427quater, § 2, 8°, kan worden verlengd. In het ontwerp wordt niet nader bepaald of de "stagiair" zijn "recht van voorrang" behoudt wanneer er na afloop van een verlengde stage geen plaatsen openkomen of wanneer hij niet naar een van de open plaatsen dingt, en hoelang hij dat recht behoudt.

Tot besluit zij gesteld dat de drie ontworpen bepalingen in het licht van de zoëven gemaakte opmerkingen grondig zouden moeten worden herzien.

.../...

De Raad van State meent erop te moeten wijzen dat het toekennen van een recht van voorrang bij benoemingen aan een gegadigde die de gerechtelijke stage heeft doorgemaakt, een van de hoofdbestanddelen is van de beoogde herziening en dat er voor de uitoefening van dat recht een zeer duidelijke regeling tot stand moet worden gebracht.

IV. DE VRIJSTELLING VAN HET EXAMEN INZAKE BEROEPSBEKWAAMHEID.

Volgens de artikelen 187, § 2, derde lid, 189, § 3, derde lid, 191, § 3, derde lid, 194, § 3, derde lid, 208, § 2, tweede lid, is het aan de examencommissie voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, samengesteld overeenkomstig het ontworpen artikel 427bis, § 2, om uit te maken of een gegadigde van het examen inzake beroepsbekwaamheid kan worden vrijgesteld wegens zijn grote professionele waarde.

Zo'n bepaling is moeilijk overeen te brengen met het beoogde doel, namelijk de benoemingen in de magistratuur objectief te maken. Het gevaar bestaat dat er geen voorafgaande verslagen voorhanden zullen zijn, wat de taak van de examencommissie zal bemoeilijken als wordt aangenomen dat er gegadigden uit de privé-sector komen. De gegevens voor beoordeling zullen meestal subjectief zijn. Ten slotte is het gevaar van tegenstrijdigheid tussen de beslissing van de examencommissie en het advies van het adviescomité niet te verwaarlozen.

.../...

Die bepaling moet dus vervallen in elk artikel waar ze voorkomt. Ze zou echter wel kunnen worden gebruikt als een overgangsbepaling om de toestand te regelen van de magistraten die hun loopbaan vóór de inwerkingtreding van de wet zijn begonnen.

De Regering en het Parlement zullen uitmaken of het niet nodig is overgangsbepalingen vast te stellen om de toestand te regelen :

1° van degenen die op het tijdstip van inwerkingtreding van de wet stagiair zijn bij het parket overeenkomstig de wet van 8 april 1971 tot organisatie van een gerechtelijke stage;

2° van de plaatsvervangende rechters die na de inwerkingtreding van de wet kandidaat zijn voor het ambt van vrederechter, rechter in een rechtbank van eerste aanleg, in een rechtbank van koophandel of in een arbeidsrechtbank.

Bijzondere opmerkingen over de ontworpen artikelen 427bis tot 427quater.

Artikel 18.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In deel II, Boek I, van het Gerechtelijk Wetboek wordt een titel VII ingevoegd, houdende de artikelen 287bis tot 287 ... en luidend als volgt :

.../...

"Titel VII - Wervingscollege der magistraten, adviescomités en gerechtelijke stage"".

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van artikel 427bis, § 1, laatste zin.

Artikel 427bis, § 2.

De opsomming van de twee opdrachten van het college kan niet worden onderbroken door 5 ertussen geplaatste leden. Deze zouden een paragraaf 3 moeten vormen en paragraaf 3 wordt dan paragraaf 4.

Artikel 427ter, § 1.

Het begin van artikel 427ter, § 1, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 427ter. § 1. Voor elke benoeming tot de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 191, 192, 193, 194, 207, § 2, 208 en 209 ...".

Artikel 427ter, § 2, eerste lid.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Bovendien moet het comité aan de Minister van Justitie een schriftelijk en gemotiveerd verslag bezorgen betreffende de uitsluiting van de overeenkomstig artikel 427quater benoemde gerechtelijke stagiairs die 18 maanden stage doorgemaakt hebben, wanneer die uitsluiting gemotiveerd is door hun ongeschiktheid en in het algemeen vóór het einde van de stage wanneer zij gemotiveerd is door kennelijk wangedrag of door herhaalde en ongewettigde afwezigheid, en voorstellen de betrokkenen uit te sluiten".

Artikel 427ter, § 2, tweede lid.

Aan het einde van de Franse tekst van het tweede lid moet het woord "Conseil" met een kleine letter worden geschreven.

Artikel 427ter, § 3, eerste lid.

Het zou beter zijn de streepjes te vervangen door 1°, 2°, 3°, ...

De bepaling onder 1° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1° de eerste voorzitter van het hof van beroep of, in voorkomend geval, de eerste voorzitter van het arbeidshof indien de benoeming betrekking heeft op een ambt in een arbeidsgerecht;".

.../...

In de bepaling onder 2° dienen de woorden "indien de benoeming betrekking heeft op een militair gerecht" te worden geschrapt.

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van paragraaf 3, eerste lid, 3°.

In de bepaling onder 4° zou het slot beter als volgt worden geredigeerd : "of, in voorkomend geval, de krijgsauditeur die bevoegd is wegens de plaats van de benoeming of het vervullen van de stage;".

In de bepaling onder 6° moet rekening houdend met de reeds gemaakte opmerking worden geschreven : "overeenkomstig paragraaf 2 en een aantal advocaten, ten getale van het aantal magistraten, die door de raad van de Orde worden aangewezen zodra hij in werking treedt".

Artikel 427ter, § 6.

In de Franse tekst dient aan het slot van het eerste lid van paragraaf 6 te worden geschreven : "... sont tenus au secret".

Het tweede lid moet worden herzien om rekening te houden met de opmerking die over de adviescomités is gemaakt.

Artikel 427quater, § 2.

Het is niet gebruikelijk om de leden hoe dan ook te nummeren. De 1°, 2° ... moeten vervallen.

.../...

Zoals gebruikelijk is moeten de bepalingen in de indicatief presens worden geredigeerd. De opmerking geldt voor de Franse tekst van de volgende leden : het eerste en het tweede, het vijfde, het zesde, het zevende (5° in het ontwerp), het achtste (6° in het ontwerp), het negende (7° in het ontwerp) en het tiende (8° in het ontwerp).

In het derde lid (3° van het ontwerp) zou de redactie van de "opeenvolgende stadia" volledig moeten worden herzien met weglating van de streepjes.

In het vierde lid (4° van het ontwerp) dient het woord "hoge" voor "leiding van het comité" te worden geschrapt.

In het zevende lid (5° van het ontwerp) dient te worden geschreven : "overeenkomstig de beginselen die de Koning vaststelt op voorstel van het college bedoeld in artikel 427bis".

Artikel 427quater, § 4.

De nummering die voor sommige leden staat moet vervallen.

In punt 1°, dat het eerste lid wordt, schrijve men : "... heeft niet de hoedanigheid van magistraat".

In het tweede lid van de Franse tekst schrijve men : "... heeft de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie".

.../...

In het vierde lid dient te worden geschreven : "Deze aanstellingen worden ter kennis gebracht van de voorzitter van de rechtbank".

Bij de bepaling onder 2°, die het vijfde lid wordt, rijst de vraag of het niet wenselijk zou zijn dat de stagiair de beraadslagingen bijwoont om zich vertrouwd te maken met de voor de magistraat van het gerecht essentiële handeling die het tot stand brengen van een vonnis of een arrest is.

Artikel 427quater, § 5.

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het derde lid.

Artikel 427quater, § 6.

Het zou beter zijn het slot van paragraaf 6 als volgt te redigeren : "kan de Minister van Justitie de stage schorsen".

Artikel 19.

Het artikel strekt tot wijziging van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek en zou dan ook artikel 18 van het ontwerp moeten zijn.

In de inleidende volzin dient te worden toegevoegd : "... gewijzigd bij de wet van 29 november 1979".

.../...

Om de termijnen bepaald in het eerste lid en het derde lid met elkaar in overeenstemming te brengen dient in de twee gevallen een termijn van twee maanden te worden voorgeschreven.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst dient in de Franse tekst van het tweede lid te worden geschreven : "avoir lieu quatre mois au plus tôt ...".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijve men "op zijn vroegst" in plaats van "ten vroegste".

In het derde lid moet nader worden bepaald of de termijn een niet-dwingende termijn of een ontvankelijkheidstermijn is.

Artikel 20.

Er dient te worden toegevoegd : "... gewijzigd bij de wetten van 2 juli 1975 en 8 december 1977".

Vormopmerkingen over de Nederlandse tekst van het ontwerp.

De Nederlandse tekst laat vaak te wensen over, vooral in bepaalde gedeelten, zoals de ontworpen artikelen 427bis tot 427quater. Bij wijze van voorbeeld worden hieronder, zonder dat aanspraak wordt gemaakt op volledigheid, een aantal opmerkingen gemaakt in verband met die artikelen.

1. Hoofdletters.

Het gebruik van de hoofdletters is ongelijk. Benamingen van ambten, enerzijds, en van rechtbanken, anderzijds, moeten met een kleine letter worden geschreven : vb. procureur des Konings, arbeidsauditeur, auditeur-generaal, hof van beroep, arbeidshof, enz.

2. Terminologie, correct taalgebruik en spelling.

- Artikel 427bis, § 2, 1° : er zou beter worden geschreven : "de examencommissies voor het examen inzake beroepsbekwaamheid". Bovendien wordt in de bedoelde artikelen nu eens de term "jury" gebruikt, dan weer de term "examencommissie", terwijl de laatste term zou moeten worden gebruikt. Ten slotte is in de bepaling onder 1° sprake van "de proef inzake beroepsbekwaamheid voorzien in artikel 427quater", terwijl in dat artikel dan weer "vergelijkend examen inzake beroepsbekwaamheid" staat.

- Zelfde artikel : het meervoud van "jury" is "jury's", niet "jurys"; het meervoud van "programma" is "programma's".

- Artikel 427bis, § 2, 2° : men is gehouden tot.

- Artikel 427bis, § 3 : men schrijve "om de beurt" in plaats van "om beurtrol". De laatste zin redigere men als volgt : "De werking van het college wordt bepaald bij een in Ministerraad overlegd besluit". Deze opmerking geldt ook voor artikel 427quater, § 3, tweede lid.

.../...

- Artikel 427ter, § 3, derde streepje, dat 3° wordt : Het verdient aanbeveling deze bepaling en de ermee gelijklopende bepalingen als volgt te redigeren : "de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, van de arbeidsrechtbank, of van de rechtbank van koophandel naargelang van het geval, ofwel van het arrondissement waar de benoeming moet geschieden wanneer het comité een advies moet uitbrengen overeenkomstig paragraaf 1, ofwel van het arrondissement waar de stage doorgemaakt wordt wanneer het comité een verslag moet uitbrengen overeenkomstig paragraaf 2".

- Artikel 427quater, § 2, 2° : deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd : "De stage wordt doorgemaakt in het arrondissement waar de gerechtelijk stagiair werd aangewezen, waarbij de keuze bij voorrang uitgaat naar de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen inzake beroepsbekwaamheid, volgens hun rangschikking".

- Artikel 427quater, § 5, tweede lid : in plaats van "hij is gerechtigd op" kan beter worden geschreven "hij geniet".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.